

ÉTATS-UNIS

Clinton tente de justifier ses hésitations diplomatiques

Critiqué pour sa frilosité en politique étrangère, en particulier en Bosnie, à Haïti, en Corée et en Somalie, le président américain a tenté de s'expliquer via CNN. Malgré quelques coups de semonce verbaux, il n'a pas convaincu.

Washington, de notre correspondant
Le mystère de la politique étrangère américaine sous la houlette de Clinton s'approfondit à chaque apparition calculée par le président pour en dissiper les ombres. Voulu répondre aux critiques et expliquer sa diplomatie mardi soir au cours d'une émission à grand spectacle de la chaîne de télévision CNN - diffusée « dans 200 pays », selon les services commerciaux de la chaîne -, le président américain s'est livré à un long plaidoyer d'une heure et demie, répondant aux principales critiques qui lui ont été adressées depuis des mois à propos de sa gestion de tous les dossiers chauds du moment: la Bosnie, Haïti, la Corée ou la Somalie.

Mais au bout de ce long exposé, les Américains, pas plus que l'opinion internationale, n'ont de réponses aux principales questions suscitées par la diplomatie américaine depuis l'élection de Clinton: celui-ci est-il vraiment un président d'un nouveau type essayant un nouveau style de diplomatie dans un monde radicalement changé? Ou les qualités mêmes qui font souvent son bonheur en politique intérieure - sa volonté de bâtir du consensus à tout prix, sa prudence -, le rendent-elles inapte en politique étrangère?

Le fait même que Clinton ait décidé de consacrer une longue soirée à répondre aux questions de journalistes internationaux - dans les studios de CNN, et en duplex de plusieurs points chauds de la planète - reflète selon ses détracteurs son obsession des sondages. Une sorte de réveil tardif et diverses prises de position, ces derniers jours, ressemblent davantage à une volonté de raccommorder une cote qui se défait qu'à un désir réel de définir une politique étrangère claire et si possible audacieuse. Ils ne sont plus que 40% d'Américains à estimer que Clinton fait, dans ce domaine, « du bon travail », et les conseillers politiques du président ont estimé qu'on avait atteint là une sorte de cote d'alerte.

C'est qu'en politique étrangère, les Américains apprécient que leurs présidents soient directs et décideurs. Le débat, l'analyse publique des dossiers, les hésitations peuvent passer en politique intérieure pour de la démocratie bien comprise: mais dans le domaine diplomatique, l'opinion a tendance à souhaiter un « leader » plus qu'un professeur d'université versé dans l'analyse du pour et du contre. Mardi soir, Clinton a continué d'être l'universitaire, tout en parsemant son discours de petites phrases dictées par les sondages plus que par une vision personnelle. A propos d'Haïti, il avait déjà haussé le ton dans la journée en affirmant, à propos de la junte militaire, qu'il était « temps qu'ils partent ». A CNN, il a été jusqu'à déclarer que les Etats-Unis ne pouvaient « se permettre d'exclure la possibilité d'une option militaire » pour rétablir dans ses droits le président en exil Aristide.

Un même message de fermeté avait

été tenu ces derniers jours à propos de la Corée du Nord. Clinton a indiqué mardi que « personne ne souhaite une confrontation » avec ce pays qui a sans doute déjà construit une bombe atomique, mais il a ajouté qu'il s'agissait d'une « situation potentielle dangereuse ».

Attaqué par les critiques intérieures qui lui reprochent de s'être défoffé du rôle de « leadership » américain sur des organismes collectifs et anonymes - l'Otan ou l'ONU - et de vouloir systématiquement prendre à plusieurs des décisions qu'il lui

reviendrait de prendre seul. Clinton a reconnu qu'il avait « sous-estimé la difficulté de bâtir une coalition » des grandes puissances internationales à propos de la Bosnie. « Cela a été plus long et plus frustrant que je ne le pensais », a-t-il dit. « Mais c'est une partie de la réalité du monde de l'après-guerre froide. » A plusieurs reprises, Clinton a insisté sur le fait que les responsables des principaux pays du monde faisaient face à des situations « sans solutions faciles », où ils ne « savent pas ce qui fonctionnera ». Son équipe diplomatique - vivement

critiquée aux Etats-Unis - « laboure des terrains nouveaux », a-t-il insisté en défendant ses collaborateurs et ministres.

Mis à part le langage plus ferme sur certains points, et en général cette volonté télévisée de manifester à tous qu'il n'entendait pas - ou plus - laisser la politique étrangère à ses collaborateurs, Clinton a répété les grandes lignes qui lui servent à définir sa diplomatie depuis son entrée en fonctions: le fait que « l'Amérique ne peut résoudre tous les problèmes et ne doit pas devenir le policier du

monde », mais qu'elle « n'hésitera pas à agir seule quand (ses) intérêts importants sont en jeu »: le fait que sa stratégie à long terme est « d'encourager le succès des nouvelles démocraties » - politique mise en forme sous le nom d'« élargissement » (du cercle des démocraties de marché) par le conseiller national à la Sécurité Tony Lake. Après cet exposé professoral, les Américains agacés et le monde perplexe sont toujours dans l'attente d'une diplomatie présidentielle.

Pierre BRIANÇON

HUMANITAIRE

« Le Comité international de la Croix-Rouge se sent seul »

Le président du CICR, Cornelio Sommaruga, déplore le manque de solidarité internationale, comme au Rwanda, et l'amalgame entre politique et humanitaire. Entretien.

Présent dans une trentaine de pays en guerre, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est une institution suisse de droit privé, qui fonde ses actions sur le triple principe de la neutralité, de l'impartialité et de la discrétion. Une philosophie qui permet au CICR d'être présent dans des pays abandonnés de tous comme le Rwanda ou l'Afghanistan. Une philosophie aussi qui interdit au CICR de dénoncer une partie en présence dans un conflit. Ainsi pour le Rwanda, le CICR dans ses déclarations et communiqués officiels ne mettra pas en cause la communauté des Hutus pourtant responsables de l'écrasante majorité des massacres actuels. Cette réserve toute helvétique n'empêche pas le CICR de prendre position à sa manière dans le débat opposant action humanitaire et politique. Son président, Cornelio Sommaruga, discerne quatre zones d'extrême urgence dans le monde, le

Rwanda à l'intérieur et à l'extérieur, la Bosnie-Herzégovine, l'Afghanistan et le Haut-Karabakh.

LIBERATION. Le CICR est la dernière organisation internationale présente au Rwanda. Quelles sont vos plus récentes informations?

Cornelio SOMMARUGA. Les atrocités continuent et je pense que l'on est plus près des 200 000 morts depuis la crise que des 100 000. Il y a 220 000 réfugiés en Tanzanie, que nous avons été les seuls à secourir. Mais il y a aussi 2 millions de personnes « déplacées » au Rwanda. Jamais, dans toute son histoire, le CICR n'a été le témoin d'un tel déchaînement de haine caractérisée par l'extermination d'une partie importante de la population civile. Ce n'est pas exclusivement un conflit ethnique, ce sont deux armées qui s'affrontent, la milice du Front patriotique du Rwanda et l'armée gouvernementale, sans compter des groupes armés

qui sont les plus dangereux (1). Le pays est un véritable arsenal. Il faut stopper ces massacres, il ne suffit pas de secourir. Il y a danger de contagion dans toute la région, au Burundi bien sûr, mais aussi en Ouganda et au Zaïre. LIBERATION. Comment peut-on arrêter cette guerre? Etes-vous favorable à une intervention armée?

C.S. Non, je crois à une solution diplomatique et politique. Il faut voir que la communauté internationale a disparu de ce pays, à l'exception d'un petit contingent de l'ONU, de Médecins Sans Frontières et de nous. C'est pourquoi le CICR a lancé un appel, notamment aux pays membres du Conseil de sécurité.

La France qui pourrait avoir beaucoup d'influence n'est plus présente. Il faut négocier avec toutes les parties, faire un effort de dialogue. Notre présence, notre action créent des îlots où les massacres ont cessé. Ainsi, nous

avons pu faire évacuer 350 orphelins (Tutsis) mardi dernier grâce à l'engagement personnel du chef d'état-major de l'armée rwandaise.

LIBERATION. Le Rwanda est un pays abandonné par la communauté internationale, vous laissant seuls en première ligne. N'y a-t-il pas des désaccords croissants entre le CICR et l'ONU?

C.S. C'est vrai que nous nous sentons souvent seuls. L'ONU a avant tout une tâche politique, mais nous avons beaucoup de doutes sur les actions intégrées de l'ONU qui mélangent les questions politiques, les questions humanitaires, les questions militaires et les problèmes de sécurité. Il y a une complémentarité bien sûr entre l'humanitaire et le politique, mais il faut que les acteurs soient différents. Par exemple, en Bosnie, nous refusons que la Forpron escorte nos convois. Ce qui ne veut pas dire que nous ne profitons pas de la présence des Casques bleus. Nous voulons être neutres et perçus comme tels. La politique doit soutenir l'humanitaire de manière indépendante et non pas utiliser l'humanitaire à des fins politiques. LIBERATION. L'action humanitaire est-elle plus difficile depuis deux ou trois ans?

C.S. Certainement. On a assisté dans de nombreux pays à l'apparition de milices et autres groupuscules peu contrôlés et aux idéologies peu claires. Nous essayons de négocier avec leurs leaders mais le message passe difficilement vers la base. Surtout, il y a une confusion entre l'humanitaire et le politique. On l'a vu dans l'ex-Yougoslavie. Les pays confrontés au manque de progrès politique font de la surenchère humanitaire, poussés par leurs opinions publiques.

Il faut dire qu'il y a aussi, notamment en ex-Yougoslavie, des ONG qui manquent de professionnalisme. Par exemple, certaines d'entre elles acceptent de payer des points de contrôle. Elles donnent une partie de l'aide qu'elles apportent. C'est très grave, il faut négocier ou renoncer à passer. Sinon, on crée de mauvaises habitudes.

Recueilli par François SERGENI

(1) Le FPR est tutsi, l'armée gouvernementale et les groupes armés sont à dominante hutu.



LES REFUGIES RWANDAIS RENDENT LES ARMES. Un impressionnant stock de machettes récupérées par les gardes-frontières tanzaniens, à Rusumo, sur les milliers de réfugiés hutus passés en Tanzanie pour fuir l'avance des rebelles tutsis au Rwanda. Quatre Casques bleus ont été blessés dans les violents combats qui se poursuivent à Kigali.